

TIPASA

Des manifestants ferment le tronçon autoroutier Cherchell-Bou Ismaïl

Le tronçon autoroutier Cherchell–Bou Ismaïl a été, lors de la journée d’avant-hier, interdit à la circulation au niveau du giratoire menant vers Alger, Tipasa, Cherchell et Sidi Rached.

Cette interdiction a été le fait d’une manifestation de plusieurs dizaines d’habitants de quatre villages, qui s’étaient regroupés au cœur de cet axe autoroutier, pour faire entendre leurs revendications. Les citoyens des villages de Serhane, de Shapiro, de Ben Kheïra et de Sidoumou Djillali, se sont regroupés de bonne heure et ont décidé de dresser des obstacles sur la voie autoroutière à l’aide de gros troncs d’arbres, des pneus brûlés, des blocs de pierres et diverses ferrailles.

Le nombre de manifestants, qui avoisine la centaine, fut impressionnant. La voie autoroutière a été interrompue à la circulation durant plusieurs heures.

Les manifestants ont exigé la présence du wali et des autorités locales, en réponse aux tentatives des gendarmes de disperser ces groupes et d’ouvrir la route à la circulation. Sur place, un groupe de manifestants a fait connaître la teneur de ses revendications. «Nous demandons aux autorités concernées de tenir leurs engagements de construire des passerelles au-dessus de l’autoroute, pour permettre à nos enfants de traverser en toute sécurité et d’aller à l’école», dira l’un des manifestants.

Plus loin, un autre groupe, en conciliabule, avec un responsable local, dira à haute voix «nos villages pataugent dans la boue. Les pistes intérieures sont des marécages et de grandes flaques d’eau boueuse. Nous manquons d’éclairage et nos quatre villages manquent de transport scolaire à l’instar d’autres villages. Les bus de passage refusent de s’arrêter sur la voie publique, du fait de l’absence d’arrêts officiels et de peur de se voir verbaliser par la gendarmerie, crie à tue-tête un quinquagénaire barbu, qui semble être délégué pour dialoguer. Mais c’est surtout la précarité de moyens de transport scolaire des collégiens et des lycéens qui est évoquée à répétition «les collèges et lycées sont éloignés à plus de 2 kilomètres des villages.

En temps de pluie, nos enfants, surtout nos filles adolescentes, effectuent quotidiennement ce trajet et cela influe négativement sur leurs résultats scolaires», clamera un citoyen, pris en grande sympathie par les manifestants. C’est sur la promesse d’un élu local de prendre en charge ces préoccupations et d’en référer aux responsables de wilaya, que les manifestants se sont éparpillés en grommelant «nous veillerons au respect de l’application de ces promesses. S’il s’avère nécessaire, nous manifesterons lors du scrutin du 10 mai devant les bureaux de vote, pour faire entendre nos souffrances», menace l’un des manifestants hyper-excité.

Larbi Houari

INONDATIONS À EL TARF

Les populations de l’ouest de la wilaya protestent

*Les populations des zones touchées par les graves inondations, deuxième du genre en l’espace de moins de 15 jours, dans la wilaya d’El Tarf, ont fermé la RN 44 au niveau du rond-point desservant Ben M’hidi, Ben Amar, Zerizer, Besbes... situés au même niveau que la mer et subissant les crues des oueds Seybouse, Bounamoussa et Kebir, et situé à quelques encablures de l’aéroport Rabah-Bitat.*

Les protestataires sont en majorité originaires de la localité de Ben Amar, qui a le plus souffert de ces inondations. Cette localité, se trouvant à la limite des wilayas de Annaba et El Tarf, mais relevant territorialement de cette dernière, englobe en son sein plus de 4 000 habitants.

Les populations entendaient protester, selon leurs dires, contre le manque de considération dont elles font l’objet de la part des responsables de cette wilaya frontalière avec la Tunisie. Des forces de l’ordre ont pris place sur cet axe afin de calmer les esprits des manifestants. Elles surveillent les lieux sans intervenir, et ce, pour ne pas envenimer la situation.

«Si certains d’entre nous ont réussi à sauver quelques biens (bovins, ovins, poulaillers et ruches d’abeilles) lors de la première catastrophe, les inondations de ce dernier week-end les ont achevés. A l’intérieur de nos demeures, nous avons perdu

toutes nos affaires et nos meubles. Elles ne sont plus récupérables», affirment les protestataires. Après le repêchage dans la journée de dimanche du corps d’un enfant de 10 ans, les recherches se sont poursuivies pour retrouver ses parents disparus en même temps dans une Dacia Logan, emportée par les eaux sur le pont enjambant l’oued Kherbouaâ.

Les plongeurs de la Marine et ceux de la Protection civile, utilisant des zodiacs, ont ratissé l’oued sur une distance de 2,5 km jusqu’au barrage de Cheffia.

La mauvaise visibilité dans l’eau les a empêchés de pouvoir mener à bien leurs recherches. Hier lundi, vers 6h30, les éléments de la Protection civile ont sauvé d’une mort certaine

quatre personnes (trois hommes et une femme). Le taxi qui les transportait sur le CW 129 reliant Bir Lahneche à Zerizer a été submergé par les eaux.

Elles n’ont dû leur salut qu’en se mettant sur le toit du véhicule, d’où ils ont été secourus par les pompiers. Les habitants des zones inondées poursuivaient toujours leurs efforts pour dégager l’eau et la boue ayant envahi leurs habitations, conséquence des insuffisances en termes de viabilisation, d’urbanisme et d’environnement.

C’est le cas plus particulièrement des logements ruraux et LPL réalisés ces dernières années seulement. Hier, en fin d’après-midi, les protestataires ne décollaient pas et la RN44 était toujours coupée.

A. Bouacha

LA ZONE INDUSTRIELLE DE KOLÉA INONDÉE

Une traversée sur planche par une journée ensoleillée

*Lundi, 12 mars 2012. Zone industrielle de Koléa. Il est 11h. Quatre hommes debout, à bord d’une planche flottante, utilisant des pelles en guise de rames pour avancer dans l’eau stagnante. Ce ne sont pas les Indiens Lakotas de Sitting Bull qui vont à la rencontre du régiment de George Custer sur la rivière Little Bighorne, mais seulement des travailleurs algériens qui peinent depuis déjà un moment à atteindre l’entrée de leur usine isolée sur un parcours de 1 km.*

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Une vingtaine de voitures stationnées au bord de la route, des dizaines d’hommes et femmes debout sur la limite de la «rivière de la zone», attendant la prochaine navette pour rejoindre sur une planche leur poste de travail. Impossible d’accéder aux usines de la zone industrielle de Koléa depuis samedi dernier.

Deux jours après, le niveau de l’eau est resté à hauteur d’homme, tout au long des mille mètres de route qui traversent la zone. 11h30. La seconde navette arrive. «Qui sont les suivants ?», dira un quadragénaire au groupe de travailleurs formant la file d’attente. Deux femmes font un premier pas, puis hésitent. Cinq travailleurs, visiblement pressés de rejoindre leurs postes, montent à bord de la planche flottante. «Bon voyage ! », lancent les camarades aux cinq aventuriers ! Au bout de trente mètres de traversée, l’un d’eux a fait bouger volontairement la planche, qui a failli déborder sur le coup. Des huées de part et d’autre, tout le monde semble s’amuser de son

sort. Après tout, il ne sert à rien de se mettre en colère, car la situation dure et perdure depuis déjà plusieurs années.

A chaque fois qu’il pleut, la zone industrielle est inondée et les travailleurs s’adonnent au même sport. En plus de l’état de la route, les avaloirs, depuis longtemps obstrués, refoulent constamment de l’eau qui stagne jusqu’à atteindre un niveau de deux mètres d’amoncellement. Midi passé, un camion arrive enfin pour transporter les travailleurs qui attendaient désespérément les prochaines navettes de la planche. C’est une histoire vraie, et cela s’est passé à 40 km d’Alger.

M. M

RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES DE TIZI OUZOU

Les médecins et les dentistes en grève

*En parallèle à la multitude de mouvements initiés par les syndicats des différents corps du secteur de la santé, il est un conflit qui, aux allures que prennent les suites lui ayant été réservées jusque-là, risque de poser un sérieux problème au sein des résidences universitaires de Tizi Ouzou et sa périphérie.*

Azedine Maktour - Tizi Ouzou (Le Soir) - Les médecins et dentistes en poste dans les résidences universitaires de Tizi Ouzou, dépendant de la Direction des œuvres universitaires pour la région centre du pays, ont, en effet, décidé de faire des lundis et mercredis, depuis la semaine dernière, des journées de protestation, agrémentée d’un piquet de grève devant le siège de la DOU-Centre tout en menaçant d’aller plus loin dans leur mouvement : une grève illimitée.

Les médecins et leurs confrères dentistes de neuf cités universitaires de Tizi

Ouzou, sous l’égide du Syndicat national de la santé publique (SNPSP), ne comprennent pas que leur administration fasse la sourde oreille devant des revendications, qui n’ont pas lieu d’être soulevées maintenant puisqu’elles sont censées avoir été réglées comme l’exigeait le ministère de tutelle à travers une correspondance datant du mois de juin dernier, fixant les modalités de paiement des rappels d’indemnités découlant de la mise en œuvre des nouveaux régimes indemnitaires des personnels de la santé suivant un calendrier bien déterminé.

Il est stipulé que, à l’instar de leurs confrères du reste du pays, les médecins et les dentistes, exerçant sous la tutelle du ministère de l’Enseignement supérieur comme ceux dépendant du ministère de la Santé, perçoivent 50% de leurs rappels au titre de l’exercice 2011, et les 50% restants au titre de l’année en cours.

Leurs requêtes, étalées sur des correspondances au directeur de la DOU-Centre, sont restées lettre morte malgré les pro-

messes émanant même de collaborateurs du wali de Tizi Ouzou. Selon des délégués des médecins et dentistes ayant décidé de monter au créneau depuis la semaine dernière, leurs confrères dépendant de «l’autre» direction des œuvres sociales, la DOU-Hasnaoua, eux, ont touché les 100% de leurs indemnités.

C’est ainsi, soulignent-ils, qu’ils se sont retrouvés devant la seule et unique option de déclencher un mouvement de grève cyclique de deux jours par semaine, et il est fort à craindre que le conflit prenne, incessamment, une autre tournure puisque, selon deux victimes de cet incompréhensible laisser-aller, et comme souligné dans l’avis de grève, le débrayage ne tardera pas à se muer en une grève illimitée.

Ce dont n’ont assurément pas besoin les résidents des cités universitaires de Tizi Ouzou qui, de façon quasi cyclique, sortent dans les rues de la ville manifester contre les conditions de vie qui leur sont imposées.

A. M.